

Séance publique du 21 janvier 2008

Délibération n° 2008-4715

commission principale : finances et institutions

objet : **Etude comparative européenne sur les retombées économiques de la fonction commande publique sur les PME - Convention de partenariat avec le leadership de Rostock**

service : Délégation générale aux ressources - Direction des affaires juridiques et de la commande publique - Service des marchés et de la commande publique - Unité marchés publics

Le Conseil,

Vu le rapport du 2 janvier 2008, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Les objectifs de l'étude

La Communauté urbaine a été saisie d'un projet d'étude de faisabilité européenne dans le but de préparer les grandes lignes d'une recherche-action sur les potentialités pour les villes d'utiliser la fonction des achats publics comme levier de développement économique locale.

Cette proposition a été faite par le comité d'engagement du dispositif URBACT sous la réserve expresse d'une participation de la Communauté urbaine dont l'exemplarité en matière de partenariat et d'achat est reconnue.

Aussi, la *Public Procurement Feasibility Study*, cofinancée par URBACT, réunit-elle un consortium de villes de plusieurs pays européens afin d'étudier les retombées économiques de la fonction de la commande publique sur le développement économique local, notamment des petites entreprises et dans les quartiers défavorisés.

Cette étude fait partie du *Leveraging City Services Project* (LCS) dont le but est d'examiner avec les villes participantes comment la qualité des services publics peut être optimisée afin d'exercer des effets levier économique et d'attractivité et favoriser la cohésion sociale.

Les partenaires fondateurs

Outre la ville de Rostock, leader du projet, la ville allemande de Leipzig ainsi que la ville de Saint Etienne participent en tant que partenaires fondateurs aux côtés de la Communauté urbaine. D'autres agglomérations françaises et européennes vont rejoindre au fur et à mesure le projet.

Les produits attendus

Pour chaque ville participante :

- une courte description écrite du processus d'achat : organisation, typologie et volumes d'achat des acteurs publics, parapublics et établissements publics clés du territoire ,
- l'identification des points clés de qualité et des retombées pour le tissu local des petites entreprises et activités,
- un document-cadre du projet sur l'évolution de la fonction,
- une synthèse comparative par pays des obstacles administratifs et juridiques apparents qui freinent l'effet de levier économique de la fonction d'achats publics.

L'intérêt, pour la Communauté urbaine, de participer au projet est triple

En matière d'échange d'expériences :

- étudier et confronter avec les villes participantes les expériences valorisantes pour l'économie locale en matière d'achat public ;

En matière de partage des éléments de diagnostic :

- fournir une vision globale de la fonction d'achat dans les villes partenaires,
- donner un aperçu des potentialités de retombées sur les petites entreprises,
- fournir une image de la qualité de service perçue par celles-ci ;

En matière d'élaboration de perspectives :

- esquisser par une analyse fonctionnelle les optimisations de la fonction d'achat public en faveur des petites entreprises en tenant compte des réglementations en vigueur (Union européenne, code des marchés publics).

Le budget global consacré à cette étude européenne est établi à 11 000 € au total ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission finances et institutions ;

DELIBERE

1° - Approuve :

- a) - la convention de partenariat avec le leadership de Rostock,
- b) - le budget prévisionnel de l'étude pour un montant de 11 000 €.

2° - Autorise monsieur le président à :

- a) - signer ladite convention,
- b) - appeler les co-financements du programme européen, conformément à la convention.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,